



## PLAN DE SORTIE DE CRISE LE JOUR D'APRÈS

Une contribution de la CGT FERC Sup

Mercredi 3 juin 2020

### Introduction.

La situation actuelle de grave crise humaine, sanitaire et économique mondiale joue comme un formidable révélateur de la nature et de l'évolution de notre société : explosion de l'injustice et même retour de la famine, populations vulnérables abandonnées, austérité subie par les services publics, inégalités dans l'accès au logement, à l'éducation, à la santé... La maladie et la mort ont touché et meurtri beaucoup d'entre nous ; et le ralentissement brutal du système en raison du confinement pourrait conduire à une crise sociale d'une ampleur inédite.

Contrairement à ce que souhaitent le MEDEF, le gouvernement et les grands propriétaires, nous ne devons pas repartir comme « avant ». Il ne s'agira pas de « rattraper le retard » en travaillant plus vite et plus longtemps. Il ne s'agira pas non plus d'aumône ou de charité, mais de justice, d'égalité des droits pour tous et d'un souci de chacun pour les autres. En un mot, de la solidarité qui est en réalité la mise en œuvre du sentiment aigu que la vie de chacun ne peut se sauver sans les autres et qu'aucun n'est exclu de cette entreprise commune. Mais la perspective du jour d'après ne se réduira pas non plus à reconstruire ce qui a été détruit, méthodiquement, depuis plus de 20 ans.

Après cette crise, il faudra penser autrement. Pas plus qu'hier nous ne voulons vivre dans un monde d'exploitation des femmes et des hommes ; mais nous ne pouvons plus aujourd'hui tolérer l'exploitation des êtres vivants et l'épuisement des ressources naturelles. Le syndicalisme CGT, porté par son expérience centenaire, fera partie du sursaut collectif pour défendre, préserver et améliorer un environnement vulnérable depuis longtemps : celui du travail. Le travail, comme outil d'émancipation, mais aussi de justice, afin que chacun soit traité selon les mêmes règles, selon ses qualifications et non pas selon le patrimoine hérité à la naissance...

Plus jamais ça! C'est le cri poussé par la CGT dès le mois d'avril et repris par des milliers de salariés malgré le confinement. La question de l'après est donc posée, et elle commence aujourd'hui. La CGT FERC Sup contribue, dans son domaine, à y répondre, car **le jour d'après sera celui d'une lutte acharnée pour une société plus juste.**

### I. La situation

#### I.1. Situation générale

Crise après crise, le système actuel se survit à lui-même en mettant en péril les conditions de vie des salarié.es et leur environnement. Les ressources, la santé, la sécurité sociale des travailleurs ne peuvent plus être disjointe de la qualité de l'eau, de l'air, de la terre, du climat, des épidémies, ou de l'épuisement des ressources naturelle. L'année 2019 a été marquée à travers le monde par la misère, les menaces climatiques et environnementales, les conflits et la répression, les attaques contre les conquêtes sociales (retraites, salaires, statuts, temps de travail, enseignement supérieur gratuit...), autant de maux qui résultent, de près ou de loin, de la course effrénée pour l'appropriation par quelques-uns de la plus grande partie des ressources de la planète et des richesses produites. Moins de 30 milliardaires ont désormais entre leurs mains autant d'argent que les 3,8 milliards les plus pauvres de la planète.

Cela, c'était avant. Avant que s'ouvre en 2020 une crise d'une ampleur inédite, couronnant à son tour la convergence de ces deux tendances. L'irruption foudroyante du virus Covid-19 a pu être décrite

comme une conséquence de la modification des écosystèmes, de la mondialisation des échanges et de la destruction des systèmes de prévoyance et de soins.

Faute d'avoir anticipé, faute d'avoir maintenu à un niveau satisfaisant le système de santé publique, faute d'avoir maintenu les plans de lutte contre les pandémies mis en place dans les années 2000, le gouvernement distribue massivement l'argent public depuis le début du confinement; sans plus se soucier des critères hier encore sacro-saints qui l'empêchaient de financer les services publics. Les politiques libérales, basée sur les seuls critères comptables de court terme pour garantir les mécanismes d'accumulation sans fin des profits par les rentiers, conduisent dans le mur, mais personne n'envisageait que le mur était aussi proche ! Cette épidémie est devenue une crise humanitaire, démocratique, économique et... budgétaire. Car, pour quelques centaines de millions d'euros économisés ces dernières années sur le dos des services publics, combien de dizaines de milliers de morts qui auraient pu être évités, combien de point de PIB de récession, combien de millions de privés d'emploi supplémentaires, combien de centaines de milliards dépensés aujourd'hui ? Les suppressions « comptables » des lits d'hôpitaux, des postes de personnels de santé, des stocks de masques, nous aurons finalement coûté très cher !

Si une partie de cet argent couvre partiellement l'urgence sociale (chômage partiel), il n'empêche que quand « tout s'arrête », les injustices deviennent encore plus frappantes, les détresses humaines encore plus violentes : faim, solitude, violence conjugale, dépression... Avec en plus de lourdes menaces : chômage, misère...

Et pourtant la majeure partie de cette manne finance, non pas la lutte contre l'injustice, mais encore et toujours les grandes entreprises, publiques ou privées Et sans aucune contrepartie ! Comme en 2008, les priorités de nos gouvernants sont évidentes : sauver les actionnaires plutôt que les salariés, la finance plutôt que la planète !

Et finalement, cette explosion des déficits prépare un discours réactionnaire d'austérité, en appelant aux « efforts » des travailleurs pour « rembourser ». Alors même que la course aux profits continue pendant la crise, et pendant que les travailleurs sont soumis à des conditions de travail difficiles faute du matériel nécessaire que la nation n'est plus en situation de produire elle-même.

Car la crise actuelle a permis de remettre en lumière des travailleuses et des travailleurs que l'ordre social traite injustement, principalement dans le domaine de la santé mais aussi dans ceux de l'enseignement, de l'assistance sociale, des transports, de la distribution et du commerce, du nettoyage, de l'industrie, etc.

Ceux qui, il y a quelques semaines encore, réprimaient les manifestations des personnels de santé, demandent aujourd'hui cyniquement qu'on les applaudisse tous les soirs. Mais, dès la crise passée, que restera-t-il de l'admiration envers ces équipes, majoritairement féminines et sous-payées, qui ont porté les premiers secours aux malades au péril de leur propre vie, faute d'avoir les équipements élémentaires ? Une prime sélective de quelques centaines d'euros suffira-t-elle ?

## **I.2. La situation dans l'enseignement supérieur et la recherche**

Le confinement aura été l'occasion d'imposer une forme bâclée d'enseignement à distance sous couvert de « continuité pédagogique »... Du jour ou lendemain, des dizaines de milliers d'enseignants du supérieur se sont retrouvés face à l'injonction de continuer « comme avant », mais confinés ! *« Il faut garder le contact avec les étudiants, mais virtuellement. Il faut maintenir les examens, mais à distance. »*

Pourtant, certains étudiants, confinés dans les 8 à 9 m<sup>2</sup> de leur cité U, parfois sans aucune ressource, sans ordinateur, sans internet, étaient bien éloignés des tenants et aboutissant de la continuité pédagogique. Il aura fallu attendre deux mois pour que le gouvernement leur accorde 200 € !

En dépit du bon sens, le ministère, la Conférence des Présidents d'Universités et nos chefs d'établissements s'arc-boutent sur des mécanismes de contrôle de connaissances inapplicables, socialement injustes, voire discriminants pour les étudiants handicapés, plutôt que de valider le semestre, ou d'envisager des mécanismes plus créatifs et moins aliénants...

Le crise sanitaire aura été l'occasion pour Parcoursup de fonctionner en mode quasi-autonome, sans plus personne pour constater les nombreux bugs qui conduisent, pourtant, à des orientations injustes ou saugrenues. A la mi-mai, ce sont 41% des lycéens qui n'ont reçu aucune proposition de Parcoursup, soit 100.000 de plus que l'an dernier à la même date.

Et dès septembre, ce sera « l'hybridation » de l'enseignement supérieur entre l'amphi et l'ordinateur portable. Un coup ici (à l'université), un coup là (à distance)... L'automatisation de l'enseignement risque de connaître une accélération foudroyante, avec, à la clé, la menace d'une accélération de la marchandisation de l'enseignement supérieur, pour « valoriser » ces formations prêtes-à-apprendre, c'est à dire les monnayer pour les étudiants qui n'auraient pas les moyens d'étudier à l'université.

### *Les recherches sur les coronavirus en France*

Au début des années 2000, une équipe de recherche française s'est penchée sur plusieurs virus émergents dont certains virus à ARN (acide ribonucléique) et parmi eux les coronavirus. Au même moment se produisit l'épidémie de Sras causée par le coronavirus Sars-CoV.

Mais l'épidémie passée, les retours sur investissements ont été jugés insuffisants pour poursuivre l'effort de recherche. Dès 2006, l'intérêt des politiques pour le virus Sars-CoV avait disparu. Les financements attribués à la recherche sont devenus de plus en plus maigres et les travaux de recherches sur les coronavirus ont été quasi-abandonnés. En 2015, cette même équipe de recherche envoie à la commission européenne une lettre d'intention pour des appels d'offre. Cette lettre expliquait qu'il existait 9 familles de virus pour lesquelles une émergence était possible, que l'épisode du Sras pouvait se répéter et que nous n'y étions pas préparés, le premier virus sur la liste était le flavivirus, le second, le coronavirus.

La Commission européenne n'a jamais donné de réponse à cette lettre...

La pandémie de Covid-19 que nous connaissons aujourd'hui est quant à elle causée par le coronavirus Sars-CoV2.

La recherche publique sur des programmes de long terme est le moyen d'obtenir des débouchés thérapeutiques rigoureusement validés, et pour cela elle doit avoir aussi la garantie d'être indépendante.

Une société moderne doit assurer que les laboratoires cherchent dans différentes directions, sans savoir à l'avance quelles vont être et d'où vont venir les avancées majeures. Ceci est vrai pour tous les domaines de la recherche, dont la diversité fait la force largement reconnue de la recherche française. Pour cela les équipes de recherche doivent pouvoir consacrer la majeure partie de leur temps à la recherche et disposer des financements récurrents suffisants. Ces équipes doivent accueillir des personnels statutaires qui puissent être en capacité de répondre à de nouveaux sujets de recherches, afin de pouvoir mieux répondre aux crises comme celle qui apparaît maintenant.

**I.3. Les mauvaises réponses du gouvernement : pendant le confinement, les attaques contre les salarié.es continuent...**

Le gouvernement, dans son incurie, n'a pu que tenter de nier ses responsabilités et de rapiécer, sans y parvenir, les guenilles que sont devenues nos services publics, nos systèmes de santé et de protection des citoyens. Les mensonges sur les masques et les tests, les insuffisances sur les lits d'hôpital, les respirateurs et les médicaments, les vagues-hésitations ont eu des conséquences graves. Sans les femmes et les hommes qui tiennent à bout de bras le système de soin public, et qui revendiquent la reconnaissance de leur travail et des conditions décentes pour soigner, qui sait dans quelle situation nous serions...

Face à la menace de destruction de notre société et à la colère sociale profonde, le gouvernement a dû suspendre son projet de « système universel de retraites par points », reporter l'achèvement de la contre-réforme de l'assurance chômage et étendre les droits des intermittents du spectacle, mettre en place massivement le chômage partiel dans le privé, mettre en place des autorisations d'absence dans le public... Mais ces mesures ne doivent pas cacher la continuité de la politique de ce gouvernement, utilisant à plein les moyens extraordinaires donnés par la Constitution et par l'état d'urgence sanitaire (souvent bien au-delà de ce qui est juste ou nécessaire) :

- autoritarisme : au lieu de consulter et de tenir compte des avis, passage en force par ordonnances. Absence de consultations des instances, négation des organisations syndicales ;
- restriction des libertés : le confinement est nécessaire, pas la brutalité avec laquelle il est parfois mis en place. La question de la pérennisation de certaines mesures liberticides, unique dans le monde, reste posée ;
- vol de congés ou de RTT imposées dans le public, en totale contradiction avec les « remerciements » faits aux agents publics ;
- télétravail déployé dans l'improvisation, parfois imposé, souvent sans moyens, sans cadres, sans garanties ;
- tentation de remise en cause de la directive européenne fondant les obligations de résultats de l'employeur en matière de sécurité et de santé au travail ;
- recrutement, titularisation, avancement, promotion dans la Fonction publique : des décisions chaotiques, loin de garantir le droit des agents.

Quant aux décisions à venir, dès que l'épidémie amorcera sa décrue, les propositions délirantes du Medef visant à supprimer la durée de travail hebdomadaire et les congés payés risquent de revenir en un boomerang socialement catastrophique...

## **II. Les propositions pour le jour d'après**

### **II.1. Nos revendications d'ordre général**

Il faut tirer les leçons et les enseignements de cette crise sans attendre un « Jour d'Après » qui ne viendra pas tant cette crise sanitaire est là pour longtemps. L'état d'urgence sanitaire a ainsi été prolongé jusqu'au 10 juillet 2020, en même temps que l'amorce du déconfinement le 11 mai.

C'est pour cela que c'est sans attendre ce jour d'après, toute la CGT, et à son niveau la CGT FERC Sup, travaillent à des propositions précisant tirant les leçons de cette crise, afin de préparer une société plus juste et plus solidaire, seule moyen d'atténuer, voire d'empêcher les crises à venir.

Voilà pourquoi il est donc urgent de procéder :

- à la suppression des dividendes aux actionnaires – c'est avant tout une question de décence et de justice – ainsi que de garantir un contrôle des aides publiques aux entreprises ;
- à la répudiation des dettes publiques ;

- à un moratoire sur les factures d'eau, d'énergie et d'internet pour les plus démunis ;
- à la suspension des rachats d'action dans les entreprises, pour éviter que les salariés soient la variable d'ajustement de ces opérations ;
- à la garantie d'une stricte protection de tous les salariés et au classement automatique en maladie professionnelle pour tous les travailleurs exposés au virus sur leur lieu de travail, en particulier les soignants ;
- à une augmentation immédiate des salaires, à commencer par le du Smic, et à l'augmentation significative du point d'indice dans la Fonction publique. Les travailleurs paient un lourd tribut, y compris financièrement, dans cette crise sanitaire ;
- à l'abrogation immédiate des ordonnances qui organisent de manière scandaleuse la déréglementation du travail ;
- à l'évolution de la production pour produire des protections et faire en sorte que les entreprises fermées qui y contribuaient reprennent leur activité – le ministre de l'Économie a bien parlé de possibles nationalisations !
- à l'instauration de l'état de catastrophe sanitaire afin de mettre à contribution – entre autres – les assurances et permettre le paiement du chômage partiel à 100 % ;

## **II.2. Nos revendications CGT FERC Sup dans le supérieur**

Le retour dans les laboratoires, les ateliers, les bureaux a commencé le 11 mai... Dès septembre, il va falloir reprendre le chemin des salles de cours surchargés, faute d'investissement dans l'enseignement supérieur (rénovation des bâtiments, recrutements, moyens pour fonctionner, ...). Dans le secteur de la recherche, la multiplication des appels à projets va conduire à une frénésie de réponses dans des délais très courts, mettant sous pression chercheurs, ingénieurs, techniciens, administratifs. Dans tout l'ESR, les restructurations catastrophiques déployées depuis vingt ans vont continuer à fragiliser le secteur, à désorganiser le travail, à précariser les travailleurs, à assécher les financements, à éteindre l'étincelle de la recherche sous la paperasse des appels à projets et des justificatifs...

Encore plus qu'hier, il s'agira de retrouver le temps de la curiosité et de l'imagination ; ralentir, pour enseigner mieux, chercher, inventer mieux... Travailler mieux, pour travailler moins.

Pour *l'enseignement supérieur*, la rentrée 2020 va représenter un défi et une menace : comment accueillir tous les étudiants, dans le contexte d'une pandémie qui n'aura pas disparue, dans des bâtiments exigus et vieillissants ? Si le distanciel peut éviter de surcharger les amphis, il nécessite des moyens immenses en terme de matériel informatique et audiovisuel, mais aussi en terme de formation des enseignants, en terme de postes de techniciens et ingénieurs dédiés. Plus encore, les enseignements à distance de qualité qui existaient déjà avant le confinement reposent sur la base du volontariat des enseignants comme des étudiants, et proposent d'autres maquettes, d'autres techniques pédagogiques que le présentiel. Pour septembre nous en sommes très loin ; il n'est donc pas question d'envisager un réel enseignement à distance dès septembre, mais de proposer des solutions transitoires pour faire face à la crise sanitaire. Au-delà de l'urgence, il faudra constater les carences passées pour cibler les investissements nécessaires immédiatement dans le court terme, mais construire également à moyen et long terme l'université à venir, numérique bien sûr, mais humaine, encore et toujours ; si des efforts immenses restent à faire pour développer le numérique dans nos universités, il ne peut être question de développer massivement le distanciel, qui ne saurait remplacer le présentiel pour l'ensemble des étudiants. Cela signifie de former, recruter, accompagner, payer dignement les enseignants-chercheurs et les ingénieurs, techniciens, administratifs au cœur du système.

La crise aura également montré l'injustice qui règne aujourd'hui au sein de *la vie étudiante* ; pour briser ces discriminations insupportables, un effort important devra être fait pour augmenter les bourses, voire de déployer un revenu étudiant universel. Des investissements importants devront être faits dans le logement étudiants public géré par les CROUS afin de protéger de la spéculation immobilière les centaines de milliers d'étudiants qui enrichissent les marchands de sommeil.

Coté *recherche*, nos laboratoires et leurs équipes d'enseignants - chercheurs, de chercheurs, d'ingénieurs, de techniciens, d'administratifs pourront contribuer au débat public par leurs travaux. Ils devront également, par leur recherche, lever les doutes scientifiques et techniques des géosciences, fouiller le passé proche avec les sciences humaines, le passé lointain avec les sciences de la paléontologie.

Les économistes éclaireront le scénario de répudiation des dettes publiques, une option sans douleur afin de désamorcer la bombe politique de la dette, au prix d'une baisse de quelques % des revenus des plus riches des rentiers. D'autres pistes existent, comme la mise en œuvre, enfin, d'une « taxe Tobin » sur les transactions financières ou encore le retour d'une inflation contrôlée. L'occasion d'entendre plus les quelques chercheurs qui courageusement et depuis des années ne suivent pas l'orthodoxie sociale-libérale.

Les chercheurs et ingénieurs en matériaux, en génie électrique, en process industriel participeront aux solutions pour la *réindustrialiser le pays*. Il ne s'agira pas de reconstruire les mêmes usines pour reproduire le même modèle d'exploitation des travailleurs, mais de mettre en œuvre de nouveaux processus industriels, non polluants, moins coûteux en énergie (*low-tech*), qui s'appuient sur des travailleurs qualifiés et créatifs.

L'université, espace de liberté, continuera à creuser le sillon des *conception collaborative* qui s'appuie sur des méthodes de travail nouvelles (*Open Source, Fab labs, ...*), mais également sur le domaine public, c'est-à-dire les brevets et la propriété intellectuelle contrôlés mais libérés du profit...

Enfin, cette crise sanitaire risque fort de n'être que la première d'une série de crises environnementales sans précédent. Satellites et plateformes numériques puissantes doivent permettre aux chercheurs de contribuer *au suivi de l'état de la planète*. Les moyens technologiques déployés peuvent permettre également de réfléchir aux alternatives publiques aux réseaux sociaux privés d'aujourd'hui...

Car ces décisions politiques devront elles aussi repenser un modèle de société, qui donne *plus de temps au travailleur* pour assumer sa citoyenneté, et continuer l'élan solidaire qui s'est amorcé pendant le confinement. Du temps, pour consacrer du temps aux autres...

Ces quelques pistes éclairent notre corpus revendicatif construit avant la crise, qui reste plus que jamais urgent et d'actualité :

- Arriver à 3 % du PIB pour la recherche, et l'affectation à l'ESR public des budgets dévoyés au privé dans le cadre du Crédit Impôt Recherche (CIR), dans le cadre d'un modèle de financement public, pérenne et pluriannuel de la recherche ;
- L'abrogation des lois de restructuration / destruction de l'ESR ;
- Le retour à des établissements de taille humaine ;
- Des services de santé au travail dans chaque établissement avec les moyens nécessaires ;
- Le passage aux 32h hebdomadaires pour les BIATSS et au service de 150h TD par an pour les enseignant·es-chercheur·es ;
- Un plan de titularisation des 35 % de précaires occupant des fonctions pérennes ;

- Une augmentation du point d'indice de 20 % et une revalorisation générale des grilles de la fonction publique de l'ESR ;
- Des investissements massifs dans le parc immobilier de l'ESR, pour rénover l'existant (isolation, chauffage, sanitaires) et construire les nouveaux bâtiments pour permettre aux étudiants de travailler dans des conditions satisfaisantes, saines et sécurisées ;
- Le retour à 37,5 annuités de cotisations, départ à 60 ans, 75 % à taux plein dans le cadre du système de retraite par répartition et conformément au code des pensions civiles et militaires ;
- L'égalité Femme – Homme dans tous les aspects du travail, salaires, carrières, temps de travail, ...

Dans notre secteur, comme dans tous les autres, il s'agit de redonner du sens au travail et de permettre à tous les travailleur·se·s de retrouver leur dignité. La CGT FERC Sup travaillera à établir les conditions nécessaires à la conquête de nouveaux droits, de nouvelles garanties, de nouvelles « *sécurités sociales* », de nouvelles libertés pour chacun et chacune.

Comme elle s'y est engagée depuis sa création, elle cultivera ce jardin solidaire de l'égalité, de la justice sociale et de la reconnaissance de chacun comme un élément essentiel du développement humain.